

Ensemble, tout est possible, soyons responsables

 blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/010520/ensemble-tout-est-possible-soyons-responsables

Collectif, *Mediapart*, 1er mai 2020

Nous diffusons ce texte pour contribuer aux réflexions en cours. Il s'inscrit dans l'esprit unitaire de l'Appel « Plus jamais ça », signé par 18 responsables de syndicats, d'ONG, d'associations.

Disons la vérité : le monde entier savait qu'une pandémie interviendrait un jour ou l'autre. Combien d'alertes en cinquante ans ! Mais les chercheurs ont été négligés, et leurs travaux non financés, alors que s'imposait une intense circulation planétaire, un capitalisme productiviste destructeur sur le plan écologique et social. Les politiques d'austérité ont mis à mal les systèmes publics de santé. Cette crise sanitaire a été engendrée par ce mode de production. Elle a été accélérée et aggravée par les politiques de la classe dirigeante. Et cela vaut partout, tant en Europe que dans le reste du monde.

Aujourd'hui doivent s'imposer les exigences de sécurité de l'ensemble de la population, des personnes qui travaillent (matériel de protection, droit de retrait et salaires garantis, refus de faire travailler des secteurs économiques non essentiels). De toute urgence, pour les plus pauvres, des millions au sud de l'Italie, dans tous les pays des Balkans et d'Europe centrale, les Etats et la Banque Centrale européenne doivent prendre des mesures concrètes pour garantir le droit à la vie de tous les sans droits et les précaires (sans papier, sans toit, sans emploi...). De même ils doivent s'engager à coopérer avec l'Afrique et les pays du Sud pour la santé, l'agriculture et le climat. Ces mesures ne justifieront pas une austérité future, déjà annoncée par les ministres de l'économie et du budget.

Depuis des années nous subissons une dérive sécuritaire (lois et jurisprudence) et une répression policière contre les mouvements sociaux, écologistes et, à bas bruit, avec constance et combien de violences contre les jeunes des quartiers populaires. Les nécessaires mesures de sécurité sanitaire qui s'inscrivent dans ce contexte dégradé ne doivent pas renforcer une logique autoritaire pérennisée, avec des mesures gouvernementales qui menacent durablement l'état de droit, les libertés et les droits fondamentaux mais aussi la démocratie. Les mesures face au Covid-19 doivent viser à éliminer ce virus et aussi à rétablir une culture de la prévention, par les formes de sortie du confinement. Nous refusons d'être mis devant le fait accompli d'une relance anti-sociale, anti-écologique et liberticide. Notre but est d'agir, en France et en Europe pour que s'établissent des conditions de vie libre.

Pour que demain ne soit pas la reprise d'hier et d'avant-hier, que faut-il changer ?

Les drames et les souffrances de cette épidémie auraient pu, en grande partie, être évités.

* Combien de ministres, de Présidents, de gouvernements et de majorités parlementaires ont de lourdes responsabilités dans la dégradation des hôpitaux, des maisons de retraites, de la recherche, dans la dépendance à certaines productions étrangères essentielles. Des enquêtes doivent permettre aux citoyennes et citoyens de les juger démocratiquement et décider de leur avenir politique.

* Loin de favoriser les recherches, ces dirigeants les ont désorganisées, privatisées, ont coupé les budgets. Au lieu de faire jouer des complémentarités mondiales..., ils ont fait la course aux profits en délocalisant et en détruisant les formations et emplois de qualité pour des biens utiles : c'est la concurrence, qu'ils appellent « *libre et non faussée* », qui en fait exploite la main d'œuvre et les ressources naturelles plus durement à l'échelle mondiale en lieu et place des coopérations d'intérêt général.

* Pendant des années et des années, les personnels de santé, les usagers ont lutté. Ils n'ont pas été écoutés et les gouvernements successifs ont fait l'inverse ; ils ont imposé gestion libérale, privatisations, partenariats public-privé, diminution drastique des moyens matériels, des lits, des postes, des moyens de formation, des équipements en matériels, avec aussi la fermeture et la désorganisation de lieux de soins de proximité (cliniques, hôpitaux publics, centres de santé, dispensaires, EHPAD ...). Pour ne plus subir cette situation, il faut instaurer les changements dans les budgets (revalorisation des salaires et embauches de personnel dans les hôpitaux et aussi les EHPAD, réouverture de lits d'hospitalisation...) ; et surtout, à la place des ARS d'autres formes de direction et de fonctionnement dans les hôpitaux et les services... Les personnels doivent avoir un contrôle et un pouvoir d'intervention pour une autre politique de santé. Imposons de nouvelles règles pour une médecine rétribuée non plus au nombre d'actes mais pour l'activité dans des centres de santé publics.

* Afin de donner des garanties aux usagers, qu'ils disposent d'un lieu d'expertise et d'information, la création d'un service public démocratique du médicament et d'une santé environnementale, de la prévention sont indispensables ; en France, en Europe et dans des règles internationales. S'impose mondialement l'expropriation des groupes pharmaceutiques.

* La crise sanitaire révèle, aux yeux de tous, la nécessaire priorité aux reconquêtes et au développement de services publics, à la reconquête de la Sécurité Sociale et la création massive d'emplois socialement et écologiquement utiles ; la relocalisation concertée et la reconversion de l'économie, pour des échanges écologiquement et socialement responsables partout dans le monde ; le soutien à une agriculture de proximité, paysanne et bio en lien avec les citoyen·ne·s.

* Le redéploiement des services publics, à rétablir et restaurer, est inséparable d'un pouvoir de contrôle des salarié·e·s et des usagers. Nous devons garantir à toutes et à tous un accès égal à des services de qualité et de proximité pour supprimer les inégalités territoriales. Le sous-équipement des « *quartiers populaires* », défavorisés, est intolérable depuis trop longtemps. Cette situation est due à un recul de l'État dans son rôle de régulation et de correction des inégalités socio-territoriales. Le droit au logement,

notamment par le logement social et la mixité sociale et fonctionnelle des quartiers, doivent s'appuyer sur la préemption des terrains libérés afin de contrecarrer les appétits privés, la spéculation immobilière et aussi sur une politique de réquisition des logements vides. De même s'impose une gestion des transports tournée vers la réponse à l'impératif écologique et l'égalité sociale. Abandonnés ou ignorés nombre de territoires ruraux vivent la destruction du lien social.

* Après des décennies d'austérité, une diminution importante du temps et de l'intensité du travail est urgente, sans perte de salaire, ainsi qu'une relance de l'embauche selon les besoins. À l'opposé des politiques de destruction des droits sociaux, il faut un code du travail digne du XXIème siècle, développer les institutions représentatives du personnel (IRP), renforcer l'inspection du travail, rétablir et développer les moyens de contrôle des CHSCT, les prud'hommes... Il faut retirer les contre réformes sur les retraites, la scandaleuse remise en cause des droits des chômeurs et les « *lois travail* ». Les précaires, les ubérisés, les jeunes de 18 à 25 ans, les « *bénéficiaires* » des minima sociaux, les étudiant·e·s, les bas salaires, et beaucoup sont des femmes, doivent avoir un salaire, un statut et un revenu leur permettant de vivre décemment (60% du revenu médian), avec l'accès assuré aux biens de première nécessité : alimentation, eau, énergie, logement, culture, mobilité... Pour tous les salarié·e·s, ainsi que les chômeurs, retraité·e·s, étudiant·e·s des revalorisations de salaires, de pensions et d'allocations sont indispensables pour tous ceux et toutes celles actuellement en-dessous de 5 fois le SMIC. Le statut de la fonction publique, nécessaire aux usagers comme aux personnels, doit être défendu et amélioré.

* La réouverture des entreprises utiles devra être imposée, pour assurer la pérennité des emplois et des savoir-faire et non des dividendes. Y compris sous forme de SCOP et de SCIC, dès que les travailleuses et travailleurs le souhaitent : que les fonds publics viennent en aide ! Les collectivités, l'État doivent être des facilitateurs de ces démarches coopératives. Si des aides publiques s'avéraient indispensables au maintien des emplois et de savoirs faire d'utilité sociale; elles devront être conditionnées, contrôlées et s'adresser en priorité aux TPE-PME. La reconversion de l'industrie automobile, du nucléaire, des secteurs d'énergie fossile, de l'agrobusiness... implique des choix humains antiproductivistes qui rompent avec les logiques mortifères de profit sans contraintes des multinationales et des grandes banques, afin de s'appuyer sur des pratiques alternatives et de développer une coopération écologique et sociale à partir des territoires, sur toute la planète.

Tout cela est possible

L'axe stratégique doit être la satisfaction des besoins fondamentaux de la population et de la préservation du vivant, non pas des actionnaires. Il est temps de repenser l'économie comme outil pertinent au service du bien-être et du vivre ensemble, de la solidarité et de la sobriété.

Par une autre utilisation des richesses de ce pays, de nos voisins européens et bien au-delà. Les richesses sont là mais doivent être utilisées autrement. Nous avons besoin d'une nouvelle Europe politique, citoyenne, écologiste et solidaire : des "forums" de salariés, associations, syndicalistes, d'élus et de forces politiques... traceront un autre avenir, d'autres politiques. C'est le moment aussi de reconnaître les droits des migrants, des "exilé·e·s", des résident·e·s extra-communautaires, de régulariser tous les sans-papiers ; et les traiter tout·es dignement. Cela devra sûrement aboutir à un nouveau Traité pour une nouvelle Europe, une construction institutionnelle en rupture avec les marchés financiers, les multinationales et les lobbies économiques. Immédiatement s'imposent, non pas le déversement de milliards d'euros pour sauver le capital, mais la récupération des évasions fiscales, des impôts conséquents sur les dividendes, des emprunts forcés, l'annulation des contrats illégitimes du type "public-privé". L'injection de fonds par la Banque Centrale européenne, la nationalisation et la socialisation des banques doivent les mettre au service des biens communs et des productions utiles. Cela passe par un contrôle démocratique (syndicats, usagers, élus, associations...) fixant leurs activités et missions de services publics en faveur de l'emploi et de la transition écologique.

En France par exemple, un contrôle démocratique doit organiser les activités de la Banque Publique d'investissements et de la Caisse des dépôts ; des socialisations de secteurs stratégiques sont nécessaires, et doivent donner lieu à des débats publics, pour organiser la transition écologique et satisfaire l'accès aux besoins fondamentaux de la population. De façon emblématique, l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) doit être rétabli et le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), même transformé, doit être supprimé.

La Sécurité Sociale – ses 4 branches - doit se développer comme bien commun, gérée démocratiquement, remplir pleinement son objectif « *chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins* » : vers le 100 % Sécu, prise en charge de la perte d'autonomie incluse dans le cadre de la branche maladie de la Sécurité sociale, maintien et amélioration de l'ensemble des retraites...

Les mobilisations citoyennes, associatives, syndicales, féministes, paysannes, environnementales et climatiques peuvent et doivent ouvrir un nouveau chemin d'alternative : les lois d'urgence liberticides doivent être abolies, les institutions doivent changer, les formes de démocratie active sont à l'ordre du jour. La citoyenneté pleine et entière (citoyenneté de résidence) doit être reconnue pour toutes et tous.

Nous voulons un autre monde !

Avec le confinement, l'auto-organisation sociale s'est développée à travers l'entraide, la coopération, la mutualisation des pratiques, la relocalisation des activités, le recyclage des objets, des épiceries sociales... Les demandes pour un changement des productions, une démarchandisation, la gratuité des transports en commun et pour des services publics avec des tarifications solidaires, des premiers accès gratuits à l'énergie se manifestent avec force...

Depuis des années s'affirment des approches nouvelles, celles des biens communs, de la révolution féministe, celles d'une priorité écologique et de droits sociaux et humains... En France même s'est exprimée la volonté de la démocratisation radicale de la démocratie. Mettons en mouvement les exigences de débats et décisions (RIC), portées par les gilets jaunes : des assemblées populaires pour exprimer les demandes sociales et veiller à la mise en œuvre des lois.

Il est urgent de relier ces transformations des attentes politiques avec celles exprimées dans beaucoup de pays.

- Le FMI, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce doivent répondre des politiques qui ont mené le monde à la catastrophe écologique, économique et sociale. Toutes ces institutions agissent dans l'intérêt d'un système de surconsommation et de gaspillage pendant que d'autres crèvent de misère et de faim. Il faut arrêter le pillage des ressources naturelles dans l'intérêt des multinationales (déforestation, accaparement des terres, brevetage du vivant, destruction des cultures vivrières au nom de l'agro-business).

- Nous voulons l'annulation des dettes illégitimes, publiques et privées, une étape dans la redéfinition d'un nouveau système économique.

- Les absurdes dépenses militaires de 2000 milliards par an et les opérations militaires imputables aux Etats, doivent cesser et ces moyens reconvertis dans des politiques de coopération et de protection des peuples. Nous voulons la paix, le désarmement.

- Une Assemblée générale extraordinaire des Nations Unies, ne se limitant pas aux représentants des États, doit être convoquée pour organiser l'effectivité de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et pour élaborer une déclaration des droits des peuples, qui donnera une force politique aux conclusions des COP (climat, biodiversité, pollutions...). Elle doit donner à l'OMS les moyens de son indépendance par rapport aux États et pour faire disparaître la pénurie des médicaments en organisant une sécurité de production, coordonnée par grandes zones géographiques. Elle doit réaffirmer dans des règles le principe de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) : *b*. Les conventions de l'OIT doivent être respectées par tous les États. Les Pactes sur les migrations doivent assurer l'égalité des droits et la liberté de circuler quel que soit le pays de naissance.

En proposant une alternative au productivisme et au capitalisme nous portons une responsabilité avec les mobilisations sociales, les soulèvements populaires de ces dernières années et la génération climat. Face à la démesure productiviste, nous devons regrouper les forces permettant de développer un mouvement altermondialiste qui rassemblera les mobilisations et pèsera sur les divers gouvernements pour la nécessaire rupture écologique, démocratique, sociale et géopolitique.

Signataires :

Étienne Adam (Calvados), Françoise Alamartine (EELV, Sète), Josette Alesandri (Inseme à

Manca, Corse), Catherine Anglesio (FSU), Michel Angot (FSU), Paul Ariès (politologue, Les Zindigné.e.s, Lyon), Janie Arnéguy (Ensemble !, cons. munic. Nimes), Guy Ayats (Aude), Guillaume Balas (Génération-s), John Barzman, (Le Havre), Bernard Bassemon (ATTAC), Jimmy Behague (Génération.s), Esther Benbassa (Sénatrice, EELV), Jacques Michel Pouzol (ancien député 2012-2017, Génération.s), Jacques Bennetot (syndicaliste paysan), Jacques Bidet (philosophe), Alain Bihr (UCL), Leyla Binici, (EELV, Alsace), Michel Bock (Génération-s), Laurence Boffet (Lyon), Nadège Boisramé (GDS Nantes), Benoît Borrits (economie.org), Martine Boudet (altermondialiste), Jacques Boutault (maire Paris 2^e), Géraldine Boÿer (EELV PACA), Jean-Claude Branchereau (GDS), Florence Braud (Val d'Oise), Patrick Brody (syndicaliste), Danielle Carasco (Villeubanne), Damien Carême (Député européen, Président de l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants), Jacques Casamarta (Inseme à Manca Ensemble!, Corse), Françoise Castex (députée européenne de 2004 à 2014), François Caussariou (Ensemble !, Pau-Béarn), Jean-Claude Chailley (Convergence Serv. P.), Gérard Chaouat (SNCS-FSU), Rosine Charlut (Ensemble !, Aude), Hocine Chemlal (Finistère), Brigitte Cherprenet-Berger (Notre-Dame de Bondeville, Seine-Maritime), Annie Chicot (Ensemble !, Le Havre), Florence Ciaravola (militante féministe, Nice), Marianne Coudroy (Ille-et-Vilaine), Alain Coulombel (EELV, Savoie), Pierre Cours-Salies (Montreuil, Seine-Saint-Denis), Armand Creus (Ensemble !, Lyon), Michel David (Confédération paysanne), Laurence De Cock (Historienne), Anne de Haro (GDS Ile, de France), Christiane Dedryver (Noisy-le-Grand, Seine-Saint-Denis), Christian Delarue (Indecosa, Ille-et-Vilaine), Bruno Della-Sudda (Ensemble !, Nice), Monique Demare (ATTAC), Damien Deville (EELV, géo-anthropologue), Anne Dufresne (Gresea), Olivier Dupuis (syndicaliste), Didier Epszajn (Entre les lignes entre les mots), Michelle Ernis (Ensemble !, Saint-Etienne-du-Rouvray), Danièle Estay (EELV, Pays de Loire), Sylvie Faye-Pastor (médecin, Saône et Loire), Patrick Farbiaz (PEPS Paris), Gérard Filoche (GDS), Jean-Marie Fouquer (Ensemble !, Rouen Périphéries), Franck Fouquet (conseiller municipal de Lons 64) Yves Frémion (PEPS, ex député européen), Karl Ghazi (syndicaliste), Jérôme Gleizes (EELV), Jean-Louis Griveau (Ensemble !, Douarnenez), Marie-Claude Herboux (Ensemble !, Calvados), Gilles Houdouin (Cons. Rég. Le Havre), Michel Husson (économiste), Robert Joumard (ATTAC), Abdessalam Kleiche (European Advocacy Officer, Yemen Socotra Foundation), Annie Lahmer (EELV), Jean-Yves Lalanne (GDS, maire de Billère 64), Jean-Pierre Lancry (EELV, Rouen), Pascale Larenaudie (militante associative Per A Pace pour la Paix (Corse), Marie-Paule Lavergne (conseillère municipale Pau), Francis Lecomte, (Ensemble ! Le Havre), Jean-Paul Lecoq (député communiste), Hervé Le Crosnier (Editeur, Caen), Corinne Le Fustec (Ensemble !, Côte d'Armor), Claire Lejeune (jeunes écolos), René Lemâtre, (Le Havre), Annie Leroy (EELV, Le Havre), Jean-Yves Lesage (syndicaliste), Anne-Rose Le Van (Montpellier, Hérault), Cécile Leroux (Ensemble !, Gap, Hautes-Alpes), Alain Lipietz (ancien député européen, EELV), Isabelle Lorand (Médecin, adj. Vitry, PCF), Stéphane Madelaine (décroissant Le Havre), Christian Mahieux (syndicaliste), Jean-Claude Mamet (Ensemble !), Sophie Mangon (syndicaliste), Jean-Pierre Martin (Printemps de la psychiatrie, Paris 13)), Gustave Massiah (Paris), Danièle Mauduit (Côte d'Armor), Margaret Méchin ('électron libre'), Mohamed Mechmache (militant associatif), Philippe Mérieu (Universitaire Lyon), Roland Mérioux (Ensemble !), Henri Mermé (Paris 11), Jeanne Meunier (EELV PACA),

Denise Milbergue (Villeurbanne), Claire Monod (Génération-s), Robi Morder (Juriste, Paris), Noël Morel (UCL Melun), Marc Morvan (syndicaliste), Jean-François Pellissier (Ensemble !), Francis Peretti (Inseme à Manca, Corse), Evelyne Perrin (Stop précarité), Gérard Peurière (Franche-Comté), Jean-Luc Picard-Bachelerie (ATTAC), Michel Pouzol (ex-député de 2012 à 2017, Génération-s), Dominique Resmon (Finistère), Roberto Romero (Génération-s, maire adj. Bagneux 92), Edouard Ryckeboer (Kemper), Didier Claude Rod (EELV député européen 1999-2004), Michèle Rubirola (Printemps marseillais), François Sauterey (FSU), Patrick Silberstein (Médecin et éditeur, Aubervilliers), Francis Sitel (Ensemble !), Frédéric Supiot (EELV), Sylvain Syllepse (éditeur, Paris), Jacques Testart (biologiste et essayiste), Jacques Thomas (Beaune, Côte d'Or), Claude Touchefeu (GDS Toulouse, conseillère municipale), José Tovar (ex-SG FSU-93), Patrick Vassallo (Ensemble !, Saint-Denis), Marie-Christine Vergiat (députée européenne de 2009 à 2019), Marie-Pierre Vieu-Martin (éditrice, députée européenne PCF de 2017-2019), Josiane Zarka (Saône-et-Loire), Pierre Zarka (Saône-et-Loire).

Il est possible de signer cette tribune [ici](#).

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.